

**Nations unies - Briefing sur la
Région du Bassin du Lac Tchad -
Intervention prononcée par la
représentante permanente adjointe
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 13 septembre 2017)

Monsieur le Président,

Je remercie le secrétaire général adjoint M. Jeffrey Feltman et la représentante des organisations de la société civile de l'État de Borno, Mme Fatima Shehu Imam pour leurs exposés.

La France est encouragée par les progrès récents enregistrés dans la lutte contre Boko Haram dans la région du Bassin du Lac Tchad. Nous saluons les efforts conjoints menés en ce sens par les pays de la région, et le rôle central joué par la force multinationale mixte.

Pour autant, la menace terroriste continue de peser sur les pays de la région et sur leurs populations, comme le montre le bilan tragique des multiples attaques intervenues au cours des derniers mois. Nous condamnons avec force les violations très graves des droits de l'Homme commises à l'encontre d'enfants, qui sont chaque jour tués, mutilés, qui sont victimes de violences sexuelles, victimes d'attaques contre des écoles ou des hôpitaux, ou encore recrutés en tant qu'enfants-soldats. L'emploi accru de ces enfants dans des attaques-suicides et l'utilisation de la violence sexuelle comme armes de guerre sont révoltantes et sont sources d'une inquiétude et d'une indignation qui doivent hanter nos consciences.

En réponse, la mobilisation des pays de la région contre la violence terroriste se poursuit, avec le soutien de la communauté internationale. Notre responsabilité, en tant que conseil de sécurité, est d'apporter un soutien aux États africains qui s'unissent à l'échelle régionale pour lutter contre le terrorisme. La France joue pleinement son rôle à cet égard, à travers le soutien apporté par la force Barkhane à la force multinationale mixte sur le plan logistique et sur le plan du renseignement. Nous apportons également un soutien bilatéral aux armées de la région engagées contre Boko Haram, à hauteur de plus de 30 millions d'euros depuis 2015. Nous attendons du reste de la communauté internationale qu'elle prenne également part à l'effort.

L'implication des Nations unies fait à juste titre l'objet de fortes attentes de la part des pays de la région, comme l'ont montré les récentes consultations de ce conseil avec le conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, la semaine passée. Nous ne devons pas décevoir ces attentes.

Ce soutien international aux efforts des pays de la région va de pair avec certaines responsabilités. La lutte contre le terrorisme ne saurait notamment s'accompagner de violations des droits de l'Homme, quelle qu'en soit la forme. Nous attendons donc des pays de la force multinationale mixte qu'ils situent leur action dans le plein respect des dispositions pertinentes du droit international. Les mesures d'ores et déjà prises en ce sens vont dans la bonne direction.

Enfin, nous déplorons le retard pris dans l'attribution effective à la force multinationale mixte des 31 millions d'euros alloués il y a un an par l'Union européenne à l'Union africaine. Ces financements doivent servir à équiper la force régionale qui, faute de matériel adéquat, ne peut pas poursuivre efficacement les combattants de Boko Haram réfugiés sur les îles du lac Tchad en cette saison des pluies.

Monsieur le Président,

La réponse à la crise de la région du Bassin du Lac Tchad ne peut uniquement être de nature sécuritaire. Pour y apporter une solution durable, nous devons continuer à porter une attention appuyée aux enjeux humanitaire, de protection des civils et de développement.

Premier point, la gravité de l'urgence humanitaire à laquelle continue de faire face la région doit nous inciter à renforcer nos efforts pour soutenir des pays qui sont en première ligne dans la lutte contre le terrorisme et accueillent un nombre considérable de réfugiés.

Devant l'ampleur des besoins à combler, il est déterminant de favoriser une approche globale et d'améliorer la coordination entre bailleurs. L'action des Nations unies, pour être réellement efficace, ne peut venir qu'en soutien des efforts des pays de la région. Le mécanisme tripartite mis en place entre le Cameroun, le Nigeria et le HCR constitue à cet égard un pas en avant important qu'il convient de saluer.

Il est également essentiel que l'ensemble des pays concernés assurent un accès sans entrave et sécurisé aux personnels des Nations unies et aux acteurs humanitaires partout où les populations ont besoin d'une aide d'urgence.

Enfin, nous sommes particulièrement inquiets du risque de famine qui menace notamment le nord-est du Nigeria, où plus de 5,2 millions de personnes, dont 450.000 enfants, souffrent d'insécurité alimentaire sévère. Cette situation générée par l'insécurité causée par Boko Haram n'est pas une fatalité et doit nous mobiliser. C'est la raison pour laquelle la France a pris l'initiative d'une réunion en format Arria sur cette question au mois de juin dernier, et que le conseil a demandé au Secrétaire général une présentation spécifique sur cette question, qui interviendra en octobre prochain, sous présidence française du conseil.

Second point, la lutte contre le terrorisme doit s'accompagner d'une exigence sans cesse renouvelée en matière de protection des civils. Il s'agit notamment d'assurer la sécurité pérenne des populations face à Boko Haram et d'accompagner le retour volontaire et durable des personnes déplacées ou réfugiées, là où les conditions sécuritaires le permettent. La question

des femmes réfugiées et déplacées doit également trouver des réponses concrètes et immédiates, pour lesquelles elles doivent être pleinement consultées.

Enfin, troisième point, face à la crise multiforme - sécuritaire, humanitaire, économique - qui frappe cette région, la seule approche possible est une approche n'omettant pas la nécessité d'enclencher le cercle vertueux du développement. Pour réussir il faut s'attaquer de front et de manière complémentaire aux défis sécuritaire, humanitaire et du développement. Il serait illusoire de penser vaincre le terrorisme sans éradiquer la grande pauvreté et la malnutrition, ou sans améliorer l'éducation et l'emploi des jeunes. C'est pourquoi la France poursuit son effort financier avec 14,5 millions d'euros d'aide humanitaire en 2017 et la mise en oeuvre de l'initiative lac Tchad pour l'autonomisation des populations réfugiées et déplacées, pour un engagement de plus de 36 millions d'euros.

À l'inverse, il n'est pas possible d'enclencher une véritable dynamique en faveur du développement sans venir à bout de Boko Haram. Nous encourageons les États de la région et la force multinationale mixte à poursuivre leurs efforts militaires coordonnés pour lutter contre les deux branches de ce groupe terroriste. La réconciliation doit être amorcée ; nous incitons les États à initier des processus politique pour favoriser les redditions, en mettant en place un cadre juridique clair et des programmes de réinsertion.

La seule manière de réussir, c'est donc d'adopter une approche combinant l'ensemble des outils à disposition des Nations unies au service d'une stratégie globale, en pleine cohérence avec la réforme de l'Organisation en faveur de laquelle travaille actuellement le Secrétaire général.

Monsieur le Président,

Je souhaiterais conclure mon intervention en rappelant une nouvelle fois que la région du Lac Tchad n'a pas toujours eu l'attention qu'elle méritait de la part de la communauté internationale. La visite du conseil dans la région en mars dernier nous a permis de commencer à réparer cette erreur et d'enclencher une nouvelle dynamique. Il importe que ce dossier demeure désormais une vraie priorité, dans la durée, de ce conseil et de la communauté internationale. Vous pouvez compter sur la France pour y veiller./.